

Introduction..... 9

Identités

- « Les Libanais sont les descendants des Phéniciens. » 13
- « Le Liban est une création de la puissance coloniale française. » 19
- « La démocratie communautaire est idéale pour le Liban. »..... 25
- « Le Liban était la Suisse du Moyen-Orient. » 31
- « Le Liban est un pays magnifique. » 35

Société et culture

- « Les Libanais sont présents partout dans le monde. » 43
- « Le Liban est un des pays les plus riches du Moyen-Orient. » 49
- « Le Liban est un pays très francophile. » 55
- « La culture libanaise, c'est d'abord sa cuisine. » 59

Une histoire contemporaine tourmentée

- « Les réfugiés palestiniens sont responsables de la guerre civile. » 65
- « La guerre civile était une guerre de religions. » ... 71

- « Israël a occupé le Sud-Liban pour défendre la Galilée. » 77
- « L'occupation syrienne du Liban avait pour objectif son annexion. » 83

Périls et défis de l'après-guerre civile

- « Derrière le Hezbollah, l'Iran. » 91
- « Rafic Hariri a reconstruit le Liban après la guerre civile. » 97
- « Le retour de la violence depuis 2005 est dû à la Syrie. » 103
- « La campagne militaire israélienne de l'été 2006 visait à libérer ses deux soldats capturés par le Hezbollah. » 109
- « La "révolution du Cèdre" a permis le retour à un régime démocratique. » 115

Conclusion

- « Le Liban, un pays aux nombreuses identités. » 121

Annexes

- Pour aller plus loin* 124

« La “révolution du Cèdre” a permis le retour à un régime démocratique. »

Le simple fait de nous retrouver [...] dans le collimateur des Syriens nous réunit.

Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste,
in Politique Internationale, n° 106, 2005

Durant les mois de février à juin 2005, une mobilisation populaire sans précédent a ébranlé le Liban suite à l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri le 14 février et, sous la pression internationale, le Liban a vu se produire le retrait militaire syrien (avril) puis des élections législatives (mai-juin) qui ont porté au pouvoir une nouvelle majorité. Cette « révolution du Cèdre », comme certains médias l'ont appelée, en référence au symbole classique du cèdre dans les mouvements libanistes (droite chrétienne), est devenue consubstantielle de l'étiquette partisane dite « du 14 mars » en référence à la date de la manifestation géante qui, en 2005, rassembla divers mouvements politiques anti-syriens. L'illusion rétrospective des événements tendrait à faire croire que le changement politique qui s'est produit lors des élections législatives de mai-juin 2005 découlerait de ce mouvement et surtout signalerait le retour à un régime politique démocratique. Or il convient de mettre en perspective cette idée en montrant l'importance de dissocier le mouvement social du processus électoral afin d'éviter le double écueil de la « démocratie retrouvée » et du mouvement social spontané au profit d'une vision mettant davantage l'accent sur les continuités.

La mobilisation du printemps libanais de 2005 peut être conçue non comme un moment fondateur mais comme un résultat, et pas seulement celui de l'exaspération d'une population lassée du carcan autoritaire imposé par le voisin syrien. La remobilisation de la société libanaise est un processus plus ancien ; il trouve ses premiers signes au milieu des années 1990, lorsque s'élaborent des projets atypiques emmenés par des associations de la société civile qui trouvèrent, avec l'avènement du gouvernement de Selim Hoss en 1998, une impulsion pour multiplier les foyers militants autour d'une initiative réformatrice. La fin de l'ère Hoss en 2000 et le retour de Rafic Hariri au poste de Premier ministre conduisirent ces militants réformatrices à incarner leur projet sur la scène politique, notamment *via* le Rassemblement démocratique et la Gauche démocratique.

La succession politique à Damas après le décès de Hafez el-Assad en juin 2000 et l'avènement de son fils Bachar soulevèrent un vent d'espoir qui irradiait jusqu'au Liban. C'est dans ce contexte que se constitua, durant l'été 2001, le groupement dit de « Kornet Chehwane », nom d'un village du Mont-Liban où s'unirent des *leaders* chrétiens qui entendaient proposer une alternative politique. Au même moment, le chef druze Walid Joumblatt reçut dans son fief le Patriarche des maronites monseigneur Nasrallah Sfeir pour une réconciliation druzo-chrétienne, véritable message de défiance politique à l'égard du parrain syrien tenu à l'écart de cette initiative. Et c'est à la même époque que fleurirent les questions parlementaires portant sur les raisons de l'absence de l'armée libanaise au Sud-Liban, après le départ des troupes israéliennes (mai 2000) et, plus grave, aussi sur la présence syrienne au Liban. Face à cet ensemble de velléités contestataires, le pouvoir syrien

se raidit et mit un terme aux mouvements en Syrie (le Printemps de Damas, qui eut lieu peu après l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad) puis rappela les acteurs politiques et militants libanais à l'ordre, parfois par la force. Ce groupement d'acteurs hétéroclites se remobilisa lors de la prorogation forcée du mandat du président Émile Lahoud par Damas à l'été 2004 enclenchant, sous la houlette de responsables politiques chrétiens, sunnites et druzes, un rassemblement à l'hôtel Bristol, formant ainsi une coalition intercommunautaire anti-syrienne regroupant les figures politiques chrétiennes de l'opposition (Kornet Chehwane), le Parti socialiste progressiste (PSP) druze de Joumblatt ainsi que le courant politique de l'ex-Premier ministre (sunnite) Rafic Hariri. L'assassinat de ce dernier déclencha une mobilisation le long des canaux partisans et communautaires chrétiens, sunnites et druzes et permit l'unification et la mobilisation du collectif militant où les slogans pour la vérité (sur l'assassinat de Rafic Hariri) côtoyaient ceux demandant la liberté et avaient pour base commune le slogan de l'indépendance du Liban. Le caractère populaire et massif de cette mobilisation qui culmina le 14 mars 2005 doit être ici relevé afin de noter que le phénomène lui-même a largement dépassé le cadre des cercles militants.

Le changement politique qui a vu le jour à partir des législatives de l'été 2005 n'est pas seulement le fruit de ces dynamiques endogènes mais s'est aussi profilé grâce à un contexte international particulier qui a conduit au retrait des troupes syriennes du Liban en avril 2005. En effet, les pressions internationales à l'encontre de la Syrie se sont subitement accrues sous la double impulsion de la nouvelle doctrine américaine post-11 septembre et de sanctions votées à l'encontre de la Syrie par le Congrès améri-

cain en décembre 2003 au prétexte de son occupation du Liban. La pression internationale augmenta encore durant l'année 2004 avec l'approbation, par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution 1559 demandant explicitement le retrait syrien et le désarmement de toutes les milices, Hezbollah y compris. La prorogation du mandat du président Lahoud, fidèle allié de Damas, fut perçue comme un camouflet par la communauté internationale. Dès lors, quand Rafic Hariri, l'allié objectif de l'Occident et alors acteur anti-syrien de premier plan, fut assassiné en février 2005, l'investissement international dans le jeu libanais atteignit son maximum : Damas entra dans l'œil du cyclone américain comme prochain régime à renverser après celui d'Irak. Le retrait des troupes militaires syriennes deux mois après l'attentat visait donc à alléger un peu la pression tant face à la rue libanaise que face à la scène internationale qui pointait un doigt accusateur en direction de Damas. Une commission spéciale d'enquête onusienne fut dès lors chargée de mener les investigations et d'instruire le dossier de l'assassinat de Rafic Hariri. Outre les nombreux rapports qu'elle a rendus, cette commission a instauré, avec l'approbation du gouvernement libanais un Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé de juger les responsables de cet assassinat.

Les élections de mai-juin 2005 ont permis la formation d'un gouvernement issu des rangs anti-syriens. Certains y ont vu le retour à la démocratie, d'autres l'emprise de courants politiques revanchards pro-américains. Pour sortir de cette impasse idéologique, il faut rappeler avant tout que la formation même de ce gouvernement a exclu le Courant patriotique libre (CPL), formation politique de Michel Aoun, général chrétien revenu de son exil français au

début de mai 2005, malgré son score électoral significatif. Marginalisé par la coalition du 14 mars, Aoun a fini par se trouver des partenaires du côté des formations traditionnellement alliées de Damas, dont le Hezbollah. En second lieu, on doit se souvenir que les législatives de 2005 n'ont en rien dérogé aux règles de fonctionnement des alliances électorales habituelles et ont donc rapidement récupéré à leur profit le mouvement social du printemps libanais. Une rupture s'est en effet produite entre ce dernier et les formations politiques traditionnelles. De fait, dès mars 2005, la mobilisation s'était progressivement incarnée dans un rassemblement autonome dit « camp de la Liberté » sis place des Martyrs au centre-ville, à côté du tombeau de Rafic Hariri, avec pour objectif d'y rencontrer « l'Autre », le voisin communautaire, et de pouvoir y dialoguer et débattre en toute liberté. Les échanges et témoignages que l'on a pu y entendre ont laissé penser qu'il y avait là en marche un processus issu de la société qui entendait refonder le politique au Liban hors des carcans traditionnels. Malheureusement, cet élan largement imputable à de jeunes militants a rapidement été confisqué par les élites communautaires et les grands partis qui n'ont pas vraiment permis à une force autonome issue de cette mobilisation de voir le jour. La conséquence de ce lâchage fut le retour en force d'un communautarisme politique exacerbé. Le clivage politique que ce « printemps libanais » a laissé voir entre deux projets nationaux assez dissemblables s'est actualisé en une nouvelle polarisation communautaire entre sunnites – associés au Courant du futur, la formation politique de la famille Hariri, victorieuse aux élections – et chiïtes – résumés aux partis Amal et Hezbollah. Il semble dès lors difficile de soutenir qu'il s'agisse là d'un retour à la démocratie,

sinon communautaire, avec toutes les limites à la définition d'une citoyenneté libanaise qu'un tel système pose. Du reste, les élections législatives de 2009 n'ont eu pour principal effet que d'entériner la logique du vote communautaire, ratifiant à la fois l'emprise que les principaux partis traditionnels possèdent sur la scène politique depuis l'après-guerre et contribuant à affaiblir les revendications démocratiques transcommunautaires, comme la demande de laïcisation du système politique ou la revendication du droit des femmes libanaises à transmettre leur nationalité à leurs enfants. Le groupe politique du 14 mars, vainqueur de ce scrutin et qui s'est accaparé l'héritage du mouvement social du printemps de 2005 a ainsi montré qu'il n'était pas capable de proposer d'alternative au système vérolé du communautarisme politique où le marchandage entre partis paralyse régulièrement l'activité gouvernementale.